

19 JUIN 1965-19 JUIN 2016

Non, nous n'avons rien oublié, Boumediène !

Une nouvelle mythologie, créée tout récemment, détourne l'Histoire au profit d'une vision négationniste, étroite et totalement en marge du fleuve impétueux qui porte les grands élans populaires vers la liberté, la justice et le progrès. Le 19 juin 1965 fut vraiment le début d'une épopée interrompue, après la mort de Boumediène, par la bourgeoisie revancharde et les barons qui roulent aujourd'hui sur l'or, heureux de s'être débarrassés de l'homme qui rêvait de rendre heureux le paysan, l'ouvrier, la ménagère et le chômeur...

Si l'on devait revenir en arrière pour bien étudier les mutations qui ont jalonné le long parcours de ce pays, on ferait un constat surprenant : c'est la violence qui a souvent été la matrice des changements fondamentaux opérés tout au long de son histoire. Imposée ou provoquée, cette violence a répondu à des urgences et sa motivation profonde a parfois été ce besoin irrésistible de liberté qui anime les pulsions profondes du peuple. Du lointain Jugurtha au 5 Octobre 1988, face à des agresseurs étrangers ou pour chasser les oppresseurs locaux, la violence est devenue comme une seconde nature chez nous. Aujourd'hui même, sans un mouvement de protestation des ouvriers et les menaces d'une généralisation de la protestation, le gouvernement n'aurait pas reculé sur la question des retraites, encore faut-il attendre que le flou se dissipe pour comprendre où l'on en est réellement sur cette question.

La démocratie est belle dans les lois et les romans ; elle ne peut se décréter par un débat stérile de salonnards bien assis sur leurs crédulités bourgeoises, ni jaillir d'une magnifique tirade quand les belles intentions l'emportent sur la réalité têtue des faits. On voit aujourd'hui où mène l'utilisation outrancière et venimeuse d'un certain «démocratisme», cheval de Troie des infâmes contre-révolutions qui détruisent les peuples et les nations. A suivre donc cette ligne de conduite respectueuse des formes astiquées d'une démocratie bourgeoise qui, au fond, n'est qu'une perpétuation de l'ordre établi — toujours contraire aux intérêts des masses populaires et propice à ceux des classes possédantes —, toute action révolutionnaire serait contraire aux «bonnes mœurs» et, forcément, condamnable !

C'est quoi la démocratie ? Certes, c'est le moins nocif des systèmes politiques, encore faut-il qu'il y ait des... anges pour en garantir la pureté ! En réalité, ce sont les nantis ou leurs serviteurs qui deviennent maires, députés et membres du gouvernement. Sans argent, nul citoyen ne peut se présenter aux élections. Quant aux partis, ils jouent le rôle de faire-valoir ou, lorsqu'ils sont vraiment populaires et posent les vraies questions, relégués aux extrêmes d'un arc politique où les mouvements institutionnels, ceux du vrai pouvoir, occupent la place forte. Et peu importe leurs couleurs ou leurs slogans : ils servent les mêmes intérêts qui vont, d'ailleurs, plus loin que le strict cadre national.

L'Union européenne, par exemple, est une création de l'im-

périalisme qui ne veut plus s'accommoder des «souverainetés» nationales et leurs mauvaises surprises. Le capitalisme international n'a pas de temps à perdre avec ces questions : il agit à travers un pouvoir supranational installé à Bruxelles dont la mission principale est d'enlever toute prérogative aux gouvernements et aux parlements nationaux et leur imposer des lois qui renforcent la mainmise des oligarchies et réduit les acquis sociaux des travailleurs.

Le 19 juin a apporté la stabilité à l'Algérie

De quelle démocratie, parlons-nous ? De celle qui tue à petit feu l'ouvrier et le retraité français ou de celle qui tue à plus grande échelle les populations arabes en Irak, en Libye et en Syrie ? Parfois, c'est le génie des peuples, leurs profondes pulsions pour la vie, la liberté, le progrès, l'épanouissement dans la paix qui les poussent à confier leurs destins à une poignée de révolutionnaires, non élus, issus du cœur des quartiers populaires ou des campagnes déshéritées... Sans bulletin de vote, ces femmes et ces hommes, mus par leur sens du devoir patriotique, passent outre les règles pseudo-démocratiques imposées par les bourgeois compradores, pour changer l'ordre établi par la force !

Si l'on avait écouté ces salonnards ou leurs semblables de l'époque — ils ont de qui tenir puisque les joutes partisans précédant le coup d'éclat du 1^{er} Novembre traînaient en longueur sans aucune perspective, avec les mêmes arguments développés autour du 19 juin 1965 — on aurait tout simplement renvoyé aux calendes grecques une insurrection devenue nécessaire et urgente.

Sérieusement, qu'est-ce que le 1^{er} Novembre ? Le peuple a-t-il voté, ce jour-là, une décision qui contredisait toutes les lois d'une République française étendant son pouvoir jusqu'à Tamanrasset ? Et d'abord, ce peuple qu'on voulait libérer, était-il réellement conscient de ce qui se jouait ? Je ne le pense pas.

Je pense même que beaucoup de citoyens n'avaient aucune idée des véritables desseins de ce mouvement révolutionnaire, porté par une poignée d'hommes courageux, sincères, dévoués, prêts à se sacrifier pour la liberté de leur peuple.

La révolution n'est pas une œuvre d'art ou de la broderie, disait le grand dirigeant Mao. Elle naît des contradictions qui opposent deux classes, l'une minoritaire et prédatrice, l'autre majoritaire

et réduite à l'état d'esclavage. Cette dernière ne réalise jamais sa force et sa capacité à imposer ses droits, sans l'aide et l'action violente d'une minorité de meneurs, esseulés au début, mal compris, trahis, mais qui finissent toujours par mobiliser large. Simplement parce qu'ils montrent la voie du salut aux plus démunis, à ceux qui souffrent...

Le 19 juin 1965, une poignée de révolutionnaires, au sein de l'ANP et à l'extérieur, se résout à mettre un terme à une situation anarchique et potentiellement dangereuse. Par une action violente. Ils ne sont pas les premiers, ni les derniers à utiliser cette méthode. De par le monde, ce sont souvent les armées qui sauvent les pays du naufrage collectif, même dans les démocraties les plus huppées. La même ANP n'aurait-elle pas transgressé les règles d'une autre démocratie, 27 années plus tard, lorsqu'elle a arrêté un processus électoral suicidaire ? Par quel miracle, certains approuvent cette seconde action de l'ANP et pas la première ?

Le 19 juin 1965 n'a pas apporté toutes les promesses dont il s'est paré au premier jour ; il a certainement omis des priorités, retardé des échéances, mal négocié certains virages, mais personne ne peut dire aujourd'hui qu'il n'a pas apporté à l'Algérie cette stabilité dont elle avait besoin pour voir plus clair et répondre, enfin, aux vœux des martyrs, par l'instauration d'une véritable justice sociale dont nous héritons encore de quelques bienfaits. La médecine et la scolarisation gratuites, le droit au logement, le soutien des prix de première nécessité, entre autres, sont les acquis de cette période.

L'industrialisation, menée à force de bras et tambour battant, a été une réussite malgré les voix qui veulent nous convaincre du contraire. La preuve ? C'est cette industrie qui a habillé près de 20 millions d'Algériens, SANS IMPORTATION ! Les patriotes avaient simplement imaginé un secteur national du textile totalement autonome : la laine des moutons de la steppe était transformée en fil qui, à son tour, deviendra tissu ! De grands couturiers parisiens furent séduits par le drap anglais de Khenchela et Souk-Ahras ! C'est cette industrie qui a chauffé près de 20 millions d'Algériens, SANS IMPORTATION ! Il n'y a pas que la laine qu'on récupère sur un mouton. Lorsqu'il va à l'abattage, on utilise également sa peau qui alimentera les tanneries, avant de donner ces magnifiques chaussures et ces vestes en cuir très recherchées à l'étranger.

Le 19 juin 1965 a permis à l'Algérien de consommer algérien dans presque tous les secteurs. Nos assiettes, nos robinets, nos serrures, nos fourchettes, nos meubles, nos compteurs électriques, nos bicyclettes, nos motos, nos téléviseurs, nos frigos, nos climatiseurs, nos cuisinières, nos wagons miniers, nos emballages, nos tracteurs, nos moissonneuses-batteuses, nos camions, nos bus, nos grues, nos

machines-outils, notre fer, notre mercure ; presque tout était fabriqué ici. Et si beaucoup se plaignaient de la mauvaise qualité de nos produits, il n'y a qu'à leur demander aujourd'hui ce qu'ils pensent de la camelote importée !

Une catastrophe : la privatisation des terres du secteur étatique !

Evidemment, certains produits manquaient ou étaient rares. Et il y avait ce que l'on appelle les «chaînes». L'organisation du commerce étatique était défaillante, d'abord parce qu'un tel système se complique la vie en compliquant celle des citoyens. Cela a un nom : bureaucratie. Ensuite parce que ces grandes surfaces se comptaient sur le bout des doigts. Enfin, parce que l'être humain ne peut s'empêcher de profiter de n'importe quelle situation pour s'enrichir illicitement. Mais franchement, faire la queue au milieu de gens propres, polis, cultivés, en discutant du dernier film de Fellini vu à la Cinémathèque ou à propos de la dernière pièce de Kateb Yacine — qui jouait librement sur les scènes de son pays —, ce n'était pas forcément l'enfer. Et puis, n'était-il pas facile de supprimer ces images négatives en important massivement des biens de consommation ? Non, chaque sou devait aller au développement, à l'emploi, à ceux qui attendent et qui ont aidé la révolution pour sortir de la misère, aux gens des campagnes qui n'avaient pas d'eau, d'électricité, d'écoles rurales, de dispensaires...

Aujourd'hui, nous ne faisons plus de chaînes et les supérettes regorgent de couleurs étincelantes. C'est bien, mais où est notre mérite ? Nous vendons notre pétrole et au lieu d'utiliser l'argent pour créer des emplois et exploiter nos richesses chez nous, nous l'avons mis dans les poches des barons de l'import-import et des sociétés étrangères. Il a fallu que la crise éclate pour que l'on revienne enfin à une certaine sagesse...

On parle aussi de l'échec de l'agriculture en mélangeant les dates et les concepts. Il y avait deux secteurs, l'un florissant ; l'autre déshérité. Le premier est celui qui occupe les terres laissées par les colons. Après l'époque benbellienne tumultueuse de l'autogestion, elles furent reprises par l'Etat. C'étaient un peu nos «Sovkhozes».

De bonnes tailles, mécanisées, bénéficiant d'une main-d'œuvre qualifiée, ces fermes produisaient principalement pour l'exportation. Et ça marchait bien ! La preuve, ces quantités impressionnantes d'agrumes, de dattes, d'orge, de vignoble et de vin qui remplissaient les navires de la CNAN (pavillon national !). L'Ofla, grâce à ses représentations dans plusieurs ports internationaux, gérait au mieux cette exportation. Donc, il est faux de dire que l'agriculture algérienne a connu l'échec après le 19 juin 1965.

Ce qui n'a pas marché, c'est l'exploitation économique des

Par Maâmar Farah
farahmadaure@gmail.com

terres nationalisées dans le cadre de la révolution agraire et cela principalement à cause de la démagogie de certains walis qui ont commencé à créer des coopératives à tort et à travers, pour «gonfler» leurs bilans ! En plus, la formule même des coopératives créées fut la cause de la non-rentabilité de beaucoup d'entre elles. La Capra (Coopérative de production de la révolution agraire), choisie sans études socio-économiques, butait contre la mentalité du paysan algérien car c'est une forme de collectivisation trop vite imposée... L'agriculture coloniale a réussi grâce au système coopératif, mais il s'agissait d'un autre type de coopératives qui mettaient en commun les services et les moyens de production, mais jamais la terre elle-même ! Le comble est que ce genre de coopératives était également prévu par les textes de la révolution agraire, mais la démagogie et l'empressement des étudiants volontaires à aller vers la collectivisation ont certainement joué un rôle dans cet échec économique.

C'est plutôt la récente privatisation des terres de ces fameux domaines qui est la cause de l'effondrement de nos exportations agricoles. Livrées aux mafias locales, elles ne produisent presque plus rien ; leurs terres sont en jachère et leurs équipements et bien immobiliers dilapidés. Ce n'est pas le 19 juin 1965 qui a créé cette situation. C'est la politique anti-19 juin et la déboumedianisation qui ont créé ce désastre et nous n'avons plus que deux solutions pour nous en sortir : renationaliser ces terres et recréer des fermes d'Etat avec gestion industrielle, contrat d'excellence et priorité à l'exportation ou les louer à de vraies firmes capitalistes expérimentées, pour les mêmes objectifs. Il faut en finir avec le bricolage actuel sinon nous continuerons de tourner en rond.

Tant que nous serons vivants, nous nous battons pour la vérité et contre la mystification. D'abord parce que c'est notre devoir. Ensuite parce que nous l'avons promis à Boumediène le jour où, avec feu Naït Mazi, nous avions titré l'édition spéciale sur sa mort (en format magazine avec couvertures couleurs) : «REPOSE EN PAIX BOUMEDIENE, NOUS CONTINUERONS TON ŒUVRE !»

Si nous n'avons pas les moyens de continuer son œuvre, stoppée et détruite par les revanchards, nous serons toujours là pour marteler nos vérités. Et quand nous ne serons plus là, d'autres hommes — ces jeunes qui boivent nos paroles quand nous parlons de cette époque ! — raconteront cette épopée avec moins de passion que nous, mais toujours avec la certitude qu'au-delà de ses insuffisances et de ses défauts, ce projet novateur a été l'occasion ratée pour édifier l'Algérie rêvée par les chouchada.

M. F.